

*Initiatives ministérielles*

moins qu'il faut acheter des choses et ainsi, le principe demeure.

C'est le principe selon lequel on prend le plus à ceux qui ont le moins, parce que ce sont aussi les membres de notre société qui ont le moins de moyens pour se faire entendre. Ce sont eux aussi qui luttent chaque jour pour gagner leur vie: les travailleurs à moyen revenu et les petits salariés.

Ce qu'il y a de frauduleux dans tout ceci, est que le ministre espère que les manchettes diront qu'il a réduit la taxe en la ramenant de 9 à 7 p. 100. En réalité, tous les revenus qu'il a sacrifiés ce faisant sont compensés par des taxes ailleurs. Autrement dit, le ministre jette de la poudre aux yeux des Canadiens. Il n'y a aucune réduction des taxes. Je tiens à vous le dire. Il a simplement transféré la charge sur la classe moyenne, les régions défavorisées, les pensionnés et les familles recevant des allocations.

Lorsque le ministre a annoncé que la TPS passerait de 9 à 7 p. 100, il a avoué qu'il avait perdu tout contrôle sur l'économie et que le déficit lui échappe, contrairement à ce qu'il affirme. Voilà un ministre qui a doublé la dette publique, c'est-à-dire la dette accumulée par ce pays depuis la Confédération, et cela en cinq ans seulement. Elle est passée de 170 milliards de dollars à 350 milliards de dollars en dépit de toutes les augmentations de taxes et d'impôt au cours des quatre ou cinq dernières années. En dollars constants, la famille canadienne paie 30 p. 100 de plus en taxes et impôts qu'elle ne payait lorsque le ministre est entré en fonctions.

De toute évidence, le ministre et son gouvernement ne sont pas dignes de foi. Ils nous disent que la TPS sera de 7 p. 100. Mais quelle garantie avons-nous que le ministre des Finances ne haussera pas cette taxe? En fait, il a récemment refusé de s'engager formellement à ne pas relever le taux de 7 p. 100 dans l'avenir. Étant donné que la taxe est invisible, le gouvernement pourra plus aisément l'augmenter, ce qui est vérifié à l'étranger.

[Traduction]

Depuis le début le ministre cache aux Canadiens la vérité sur la TPS. Le ministre a perdu sa crédibilité. Il a perdu la confiance des Canadiens de Vancouver à St. John's. A peu près toutes les promesses que le ministre avait faites au sujet de la TPS ont été violées.

Par exemple, il avait promis qu'elle serait sans effet sur les recettes. Est-elle neutre? Non. Il a promis qu'elle serait visible. Est-elle visible? Peut-être bien que oui, peut-être bien que non, on n'en sait trop rien. Il a promis qu'elle serait simple. Elle ne l'est certainement pas. Le

ministre des Finances avait promis que les petites entreprises seraient convenablement indemnisées des frais de perception de la TPS, et que cette taxe serait équitable envers les Canadiens à revenus modestes et moyens. Encore des promesses violées, monsieur le Président.

Enfin, il avait promis d'abolir les surtaxes sur le revenu des particuliers, dans le cadre de la réforme fiscale. Au contraire, il les a rendues permanentes. En ma qualité de Canadien de l'Atlantique, je suis tout spécialement découragé de constater que la TPS a allégé la charge fiscale du Canada central pour alourdir celle des autres régions. Les dépositions au Comité des finances confirment clairement que la TPS va pénaliser les régions éloignées des grands marchés de consommation et des grands centres de fabrication du Canada central.

• (1650)

Même s'il y a de bonnes raisons de croire que la TPS aggravera les inégalités régionales au Canada, ni le gouvernement ni les membres conservateurs du Comité des finances ne semblent le comprendre ou s'en préoccuper.

Pour conclure, je voudrais dire que sa tentative d'imposer cette taxe aux Canadiens prouve hors de tout doute que le gouvernement a perdu le contrôle de l'économie. Malgré tous ses discours sur le déficit et la dette, il a perdu le contrôle des finances de notre pays. Le ministre des Finances a doublé la dette publique totale du Canada, c'est-à-dire la dette accumulée depuis la Confédération. Il l'a doublée en cinq ans en la faisant passer de 170 à 350 milliards de dollars, même s'il a imposé les plus fortes augmentations de taxes et d'impôts de l'histoire du Canada. Il a augmenté les taxes et impôts 31 fois en tout. Les Canadiens en ont assez.

La taxe sur les produits et services proposée par les conservateurs comporte de graves défauts et elle doit être abandonnée. De plus, le gouvernement fédéral doit immédiatement entreprendre des consultations auprès des Canadiens et des gouvernements provinciaux pour réaliser une réforme juste et intégrée de tout le régime fiscal. Je vous le dis à vous, monsieur le Président et je le dis à tous les députés et au public canadien: il est temps de reprendre ce projet depuis le début et de rejeter cette taxe.

**M. Funk:** Monsieur le Président, certains commentaires du député sur l'effet de la taxe sur les produits et services m'ont particulièrement intéressé. Mes électeurs me les ont déjà faits. Environ 30 000 personnes ont quitté la Saskatchewan, l'an dernier, parce que les affaires n'allait pas bien et que les revenus agricoles étaient